

SAIPEM A FOURNI DES DOCUMENTS À LA JUSTICE AMÉRICAINE

Chakib Khelil pourrait être inculpé aux USA

La justice américaine a réclamé le dossier des contrats conclus entre la Sonatrach et la société italienne Saipem. Cette dernière a affirmé, hier, avoir remis aux autorités américaines tous les résultats de l'enquête interne menée sur les conditions dans lesquelles ont été conclus les contrats avec la Sonatrach pour un montant avoisinant les 11 milliards de dollars.

Du coup, Chakib Khelil risque d'être inculpé et arrêté sur le sol américain qui lui assurait jusque-là une certaine impunité. Notre ancien ministre de l'Energie intéresse également le département Foreign Corrupt Practices qui s'est penché depuis quelque temps sur le projet intégré de Gassi Touil, où l'on suspecte Kellogg Brown & Root (KBR, une ancienne filiale de Haliburton) d'avoir obtenu le contrat dans des conditions opaques.

Ces éléments d'information confirment ainsi les rumeurs qui ont récemment circulé sur le souhait émis par Chakib Khelil de se présenter devant la justice algérienne pour répondre des accusations de corruption qui l'impliquent aussi bien avec SNC Lavalin que Saipem.

Le scénario nigérian ?

L'ouverture d'une information judiciaire au département améri-

cain et la collaboration de Saipem à cette enquête ressemble étrangement au scénario nigérian qui a abouti à l'implication par la justice américaine d'une filiale de l'ENI (Snamprogetti), de l'américaine KBR et de la française Technip dans une affaire de corruption avec des responsables à Lagos. Ces derniers leur ont attribué, en 1995, des contrats de 6 milliards de dollars pour la construction des installations de gaz naturel liquéfié au Nigeria.

Pour régler ce problème, ENI Spa a accepté en 2010 de payer la somme de 240 millions de dollars en amendes pour les faits reprochés à sa filiale Snamprogetti Netherlands BV.

Snamprogetti faisait partie d'un groupement, composé de Kellogg Brown & Root (KBR, filiale de Haliburton), et de la française Technip SA, qui a été accusée d'avoir payé plus de 180 millions de dollars en pots-de-vin à des



Photo : Samir Sid

Khelil ne peut plus prétendre à l'immunité sur le sol américain.

responsables du gouvernement nigérian.

Par ailleurs, Snamprogetti Netherlands BV et ENI Spa de Paolo Scaroni ont également accepté de payer conjointement la somme de 125 millions de dollars pour régler une plainte déposée par l'organisme américain, la Securities and Exchange Commission. Ce qui a porté à 365

millions de dollars les montants payés par ENI et Snamprogetti pour éviter des poursuites de la part de la justice américaine. Pour leur part, Technip, KBR et Haliburton ont également accepté de payer un total de 917 millions de dollars pour faire tomber les poursuites américaines.

Les cadres de Snamprogetti ont été, quant à eux, poursuivis à

titre personnel par le tribunal milanais. Le hic est qu'en 2006, ENI s'est débarrassée de Snamprogetti au profit de Saipem et certains de ses cadres ont été affectés en Algérie pour gérer certains chantiers de leur nouvelle société-mère.

Chakib n'est plus en sécurité

C'est cette même Securities and Exchange Commission qui s'est penchée sur le dossier de Saipem en Algérie avec, en outre, l'ouverture d'une enquête sur le projet intégré de Gassi Touil dont le transport par canalisation a été confié, en 2006, dans des conditions douteuses, à l'américaine Kellogg Brown & Root (KBR).

En somme, avec les scandales de la Sonatrach, nous retrouvons les mêmes acteurs qui ont été impliqués dans les projets du GNL au Nigeria.

Par conséquent, Chakib Khelil ne peut plus prétendre à l'immunité sur le sol américain. Son retour en Algérie pour affronter les accusations de corruption devient un salut pour l'homme qui a marqué l'histoire des hydrocarbures en Algérie.

Mokhtar Benzaki

LAMAMRA RÉAGIT AUX ATTAQUES MAROCAINES : «C'est inadmissible et irresponsable»

La toute dernière campagne médiatique marocaine à l'encontre de l'Algérie, orchestrée à travers l'agence MAP, a soulevé une vive réaction à Alger. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, l'a qualifiée, hier, d'irresponsable et d'inadmissible.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères, qui a animé un point de presse conjoint avec son homologue colombienne, Mme Maria Angela Holguin, a déploré cette récidive marocaine, après qu'il eut appelé le 8 octobre dernier à de la retenue.

«Le 8 octobre dernier, j'ai appelé à la retenue, que de notre côté nous observons. Depuis lors, nous n'avons pas eu beaucoup de démonstration de retenue. Il y a eu auparavant la déclaration d'un responsable de parti politique que nous jugeons outrancièrement expansionniste», a-t-il noté, avant d'asséner que «ces deux incidents sont absolument inadmissibles et irresponsables».

Ramtane Lamamra a conclu sa réaction par un avertissement : «J'espère que les conclusions seront tirées et que ces deux positions inadmissibles et irresponsables sont les dernières du genre que nous entendrons.»

Les Marocains, pour rappel, s'en sont pris à l'Algérie, à travers une campagne médiatique orchestrée à travers l'agence officielle de presse M.A.P. Ceci est intervenu après l'appel de l'Algérie à la conférence d'Abuja (Nigeria) à la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental à travers l'extension des prérogatives de la Minurso. Dans l'appel, lu au nom de Bouteflika, par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, l'Algérie a souligné que «la nécessité de mettre en place un mécanisme international de suivi et de surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental est plus que d'actualité». Le ministre des Affaires étrangères a rappelé, à l'occasion de sa conférence de presse, que le discours prononcé par Louh à Abuja est un rappel de la position bien connue de l'Algérie sur l'exigence des droits de l'Homme au Sahara occidental à travers un mécanisme international de suivi et de surveillance. Interrogé sur la position de son pays par rapport à la question du Sahara occidental, la ministre des Relations extérieures de la Colombie, Maria Angela Holguin a affirmé : «Nous soutenons l'ONU pour une solution équitable, juste et durable.»

S. A. I.

À PARTIR DE SÉTIF

Sellal recadre violemment Saïdani

Abdelmalek Sellal poursuit son «offensive» sur le terrain et donne de plus en plus de relief à ce qui est une vraie campagne électorale avant l'heure. Hier mardi, le Premier ministre était à Sétif d'où il s'en est pris de manière «musclée» et pour la première fois au nouveau patron du Front de libération nationale, Amar Saïdani.

De notre envoyé spécial à Sétif, Kamel Amarni

«De temps en temps, vous entendez des gens vous raconter que nous ne nous entendons pas au sein du gouvernement, du pouvoir. Soyez rassurés, notre entente est parfaite. De temps en temps, des voix se permettent de parler au nom des institutions ou du peuple.» L'allusion, ici, est très claire : Sellal répond à la dernière sortie de Saïdani qui déclarait à l'agence britannique Reuters que «Bouteflika a mis fin à la domination du DRS sur la vie politique». Sellal, plusieurs fois attaqué lui aussi par le SG du FLN, réplique donc de la façon la plus ferme pour recadrer, voire tracer des lignes rouges au patron de l'ex-parti unique. «Que chacun s'occupe de ce qui le regarde. Un élu est un élu. Un responsable de parti est un responsable de parti. Nous ne voulons d'aucun intermédiaire et les institutions doivent être respectées. Pour le reste, c'est au peuple de choisir, le moment venu, celui qu'il veut mettre là où il veut, sans intermédiaire ni tuteur.»

Jamais Sellal ne s'était attaqué aussi violemment à un responsable politique depuis sa nomination, le 3 septembre 2012. Il faut dire

qu'une telle mise au point au chef du FLN était bien dans l'air. Ses dernières déclarations auront mis Bouteflika dans tous ses états, affirme-t-on de bonne source. Ses récents passages au très officiel journal télévisé de 20h00 de l'ENTV en sont la preuve et Sellal le confirme de manière éclatante depuis Sétif.

Le patron de l'Exécutif, certainement sur instruction de Bouteflika, a donc tenu à clarifier les rôles des uns et des autres dans cette campagne que le pouvoir, dans toutes ses composantes, politique, exécutive et médiatique, mène déjà, tambour battant, sur le terrain en vue des présidentielles d'avril prochain. Et après la dernière visite effectuée mercredi dernier à Sidi-Bel-Abbès d'où Sellal lançait la véritable campagne, entrecoupée par la surprenante déclaration faite par Tayeb Belaïz qui évoquait, lundi dernier, à partir de Annaba, un autre «mouvement des walis qui aura lieu en juin prochain», le Premier ministre reprend le relais.

Hier mardi, à partir de Sétif, devant les représentants de «la société civile», en fait les élus de l'APW, les présidents d'APC, les chefs de daïra, les responsables des partis et associations



Photo : NewPress

Sellal préconise un changement dans la continuité.

proches du pouvoir, etc., Sellal met cette fois l'accent sur l'un des axes phares de ce que sera la campagne officielle du pouvoir pour 2004 : «La stabilité.»

Il rappelle d'emblée la dernière visite de Bouteflika à Sétif, le 8 mai 2012, qui était d'ailleurs sa dernière en date à l'intérieur du pays : «Je vous transmets les salutations de son excellence le Président Bouteflika. Rappelez-vous sa dernière visite dans cette wilaya. Et je tenais à rappeler cette visite car, que l'on veuille ou non, c'est grâce à cet homme-là que nous avons acquis ce dont beaucoup nous jaloussent aujourd'hui, la stabilité.»

Cette visite de Bouteflika, pour rappel, avait un seul objectif à l'époque : appeler à la participation et même à

voter FLN lors des législatives du 10 mai 2012 ! Sellal ne rappelle pas ce détail mais insiste surtout sur «la stabilité. La stabilité, c'est la base même du développement». Il fixe bien son assistance et poursuit : «Oui ! je sais, tout n'est pas parfait et il faut des changements. Mais le changement ne doit jamais être anarchique et doit donc se faire dans la continuité ! Les changements anarchiques, nous en connaissons bien le prix.» Inutile qu'il fasse un dessin pour comprendre ce qu'il entend par «changement dans la continuité».

Et pour que personne ne se trompe de «candidat», soin est bien pris de mettre derrière la tribune du Premier ministre un poster géant de Abdelaziz Bouteflika

K. A.